



Reste connecté partout avec ton **MIFI HARVILON**

80Go gratuits (valable 30 jours) pour l'achat du MIFI 4G en agence. Avancer. Pour vous. Pour tous.

logocom.tg 00000

PROMO!
39.900E
29.900F
+ 60Go d'Internet Gratuit



Les USA d'accord pour l'entrée de l'Afrique au Conseil de Sécurité de l'ONU P.4



Lauréat du Prix d'Excellence RDI-France

La Dépêche

Hebdomadaire d'Information Générale paraissant au Togo

Nouvelle adresse : 18, rue des Mirabelles, Tokoin Doumasséssé, tel: 90 19 66 68 / Courriel: ladepechetg@gmail.com

Directeur de publication: MEWENEMESSE K.Apollinaire

31^e année / N° 1200 du 18 Septembre 2024 | Prix: 250 FCFA

Changement constitutionnel

Des opposants opportunistes à la rescousse de Faure

 P.3

Editorial

Un défi collectif pour une rentrée scolaire réussie

 P.4

UNIR Kozah1

Les conseillers Municipaux TCHABOU et AWADE volent au secours de 2 EPP et JEF

 P.6

Renforcement des capacités des journalistes togolais

Focus sur l'impact du climat sur les femmes

 P.5

Rentrée scolaire

Le front « Touche Pas A Ma Constitution » allège la charge des familles de prisonniers politiques

 P.2

Panafricanisme

L'étau se resserre sur Franklin Nyamsi à Rouen

 P.2

Sport

Et si Sheyi apprenait à se taire ?

 P.6

Rentrée scolaire :

Le front « Touche Pas A Ma Constitution » allège la charge des familles de prisonniers politiques

Ce lundi 16 septembre 2024, le front togolais « Touche Pas A Ma Constitution », a apporté un soutien symbolique mais capital aux familles des prisonniers politiques. Lors d'une cérémonie organisée au siège du Parti des Togolais à Lomé, 93 familles, dont l'un des parents ou les deux sont détenus en raison de leurs opinions politiques, ont reçu des fournitures scolaires pour leurs enfants. Ces familles sont principalement liées à l'affaire « Tigre Révolution », une série d'arrestations survenues entre novembre 2019 et janvier 2020.

Dans sa déclaration, le porte-parole du front et président du Parti des Togolais, Nathaniel Olympio, a souligné l'impact social et éducatif de ces arrestations.

« Le Togo n'est pas censé être un État où des gens sont emprisonnés pour leurs opinions politiques. Malheureusement, une fois qu'ils sont enfermés, ce sont les familles et surtout les enfants qui sont abandonnés. Le risque de déscolarisation est bien réel pour ces enfants. Nous avons décidé de les soutenir pour leur dire qu'ils ne sont pas seuls et que leurs parents se battent pour notre liberté. Ce sont nos héros, et

nous devons prendre soin de leurs familles. », a-t-il avancé tout en réaffirmant l'engagement de l'organisation pour la libération de ces détenus.

Dans son intervention, Taoufik Tchalalao, qui a échappé de peu à l'interpellation lors de cette affaire mais qui compte cinq membres de sa famille emprisonnés, dont un décédé en détention, a exprimé sa gratitude. « Les conditions de détention de nos proches sont déplorables. Ce soutien du front « Touche Pas A Ma Constitution » est un soulagement pour nous. Ils nous montrent que nos



familles ne sont pas seules dans cette épreuve », a-t-il témoigné, dénonçant ainsi la précarité dans laquelle se trouvent les prisonniers politiques et leurs proches.

Cette initiative du front «Touche Pas A Ma Constitution»

visé à soulager ces familles en cette période de rentrée scolaire souvent marquée par des difficultés financières, tout en leur témoignant un soutien moral face à l'épreuve de l'emprisonnement de leurs proches.

Par ailleurs, une journée de prière et de solidarité en hommage à ces «héros» est prévue pour le vendredi 20 septembre 2024 à Sokodé, dans la Région Centrale.

Yvette SOSSOU

Panafricanisme :

L'étai se resserre sur Franklin Nyamsi à Rouen

Il ne fait pas bon d'être africain activiste en France. Surtout quand on se proclame panafricaniste assumé. Après Egountchi, Kemi Seba, Nathalie Yamb, c'est le tour du professeur Franklin Nyamsi de tomber dans le cyclone de la Macronie. Macron déteste les Africains naturalisés français qui critiquent la politique de la France en Afrique. Pour lui, avoir la nationalité française c'est une faveur. Critiquer la France, c'est un crime de lèse-majesté. Si tout se passait bien sous Chirac, Sarkozy et Hollande, les activistes franco-africains qui contestent sur les réseaux sociaux la politique de Macron en Afrique le payent cher. C'est dans ce contexte que Kemi Seba a été déchu de sa nationalité française, Nathalie Yamb interdit d'accès au territoire français et Egountchi sous menace.

L'étai se resserre sur Franklin Nyamsi Le Professeur Franklin Nyamsi n'est pas à présenter aux africains. C'est l'un des meilleurs fils d'origine

africaine en France. Il est docteur en philosophie et enseigne cette matière au Lycée de Rouen. Fin connaisseur de l'odieuse politique de la Françafrique



qui a permis à la France d'octroyer l'indépendance aux pays africains tout en prolongeant le colonialisme, le Prof Franklin Nyamsi ne cache pas ses critiques des réseaux francoafricains.

Sur la politique francoafricaine de la France en Afrique, le Prof Nyamsi est la meilleure critique. Il ne ménage rien et passe aux

cribles fins tous les contours des réseaux qu'emprunte la France pour continuer de piller les pays africains. Si tous les autres hôtes de l'Elysée sont restés tolérants, le roi Macron n'entend pas les choses de cette oreille. Macron veut faire taire toutes ces voix critiques. Et c'est le prof Nyamsi qui le paye cher en ce moment. Pour ce faire, la

justice française est instrumentalisée.

Le 10 Septembre dernier, il a été convoqué à l'hôtel de Police de Rouen où on lui a notifié une convocation pour le 28 Novembre prochain. Nous étions là quand l'ancien ambassadeur Sylvain Itté précédemment à Niamey assigne le Prof Nyamsi en justice pour diffamation ! On l'aurait compris. Macron veut en finir avec les voix discordantes sur sa politique en Afrique. La solution au déclin de la France en Afrique ne réside pas dans l'extinction des voix critiques.

La solution passe par la prise en compte de toutes les critiques qui fusent de toutes part en vue de la refonte totale de la politique française en Afrique dans l'intérêt des deux parties.

Kao Victoire

LA DÉPÊCHE
31 ans au service
de l'information crédible

AVIS DE VENTE

Un hectare de terrain rural est mis en vente dans la préfecture de Zio à Tsévié plus précisément à Zogbedji (village de Havé)
Prix : Un million huit cent mille francs (1 800 000 FCFA) / Contact : 99 82 92 19 - 91 35 96 78 - 92 56 56 33

Changement constitutionnel :

Des opposants opportunistes à la rescousse de Faure

Ce n'est plus un secret de polichinelle, le président Faure et son gouvernement sont totalement noyés. Alors qu'ils pensaient flouer l'opinion nationale et endormir le peuple par des sagas tournées et communications, la communauté internationale ne répond pas favorable à cette forfaiture de régime parlementaire ; un régime mal pensé parce que aveuglé par les tenants du système qui sont à la recherche du pouvoir à vie pour le chef de l'État.

«La 5^e vitesse ne passe pas » disait Tikpi Atchadam, leader du Parti National Panafricain (PNP), dans sa dernière sortie en Août dernier sur la salade autour de cette nouvelle Constitution.

Dans l'opinion togolaise les frustrations sont perceptibles, le dégoût est total et se fait ressentir par l'indifférence et l'inaction des populations. Ceux qui ont un peu de moyens ont déserté leurs quartiers pour se retrouver hors de nos frontières dans les pays voisins ou prendre la Méditerranée.

Les entrepreneurs dans l'incertitude se résignent à jeter les sous dans leurs affaires. «L'argent ne circule pas», c'est le mot courant dans la masse. Et pour cause personne ne veut prendre le risque d'investir dans un climat tendu et incertain. Malgré la formation d'un nouveau gouvernement dit transitoire sur tâtonnement, on a l'impression que tout est bloqué. Rien n'avance, la misère est ambiante. Il suffit de faire un tour dans l'administration pour savoir que les salariés et même les chefs services sont à la recherche de visa pour quitter le pays. Personne ne veut croire et vivre cette nouvelle République qui asphyxie déjà de loin. La colère du peuple est vive car la 5^e vitesse est la vitesse de trop.

C'est dans ces conditions tendues que le pouvoir qui a brandi les exploits d'un

régime parlementaire a rampé en Inde à la recherche de l'expertise pour la mise en application de son régime. On dirait que nous marchons sur nos têtes. Sans connaître le fonctionnement d'un système, ses avantages et inconvénients on le brandit avec énergie puis on court à l'apprentissage. Il faut se demander alors ce qu'ont servi ces tournées pompeusement organisées pour flouer les chefs traditionnels déjà handicapés par l'épée de Damoclès, ces derniers que l'on tente de nous imposer comme les représentants du peuple. Une catastrophe n'est-ce pas ?

Des opposants opportunistes appâtés

Connu pour sa ruse et manipulation quand il a chaud, le pouvoir de Faure a pu séduire et pêcher un « petit poisson » au sein du parti le plus implanté et connu pour ses positions radicales. Cet appât réussi par la petitesse d'esprit politique de l'homme est brandi partout comme un trophée de guerre, le régime est démocratisé disent-ils.

« Le gouvernement que j'ai l'honneur de conduire est caractérisé par son ouverture, sa diversité et son inclusivité », c'est en substance les premiers mots de la cheffe de gouvernement, Tomegah Dogbé. Devant les parlementaires, elle essuie toutes les critiques depuis sa reconduction à la



Primature. L'objectif est de flouer la communauté internationale, un loup à la peau d'agneau.

S'ils sont aussi contents qu'on dise que le Togo est un pays démocratique, pourquoi refusent-ils de respecter les textes ? Quelqu'un dira que le pouvoir est doux et à l'autre de répliquer « mon papa m'a dit de ne pas lâcher le pouvoir ».

La flatterie ne s'arrête pas là. Devant la résistance du peuple, des organisations de la société civile et des partis politiques qui multiplient chacun en sa manière des initiatives pour faire échec à cet énième putsch constitutionnel, le régime comme à son habitude a eu recours aux opposants opportunistes. Semer la confusion et démobiliser le peuple, c'est la mission qui leur est confiée. Sans vergogne ils invitent le peuple qu'ils prétendent sauver des griffes d'un pouvoir dictatorial à accepter la nouvelle constitution imposée. «La contestation de pure forme, ce n'est pas ça qui va faire reculer le régime» affirme honteusement un chef de parti politique dit de l'opposition. L'autre ira jusqu'à figurer dans la délégation qui était en Inde. Ouf !

C'est dire qu'il connaît ce qui peut faire reculer le régime n'est-ce pas ? Et que fait-il concrètement, si ce n'est utiliser la ruse pour créer le désespoir ? Il va plus loin pour imposer cette constitution à ses

collègues en ces termes: «l'opposition doit accepter que cette Constitution est désormais en vigueur». C'est curieux de voir des gens se réclamer de l'opposition avec des positions aussi tranchées contre la volonté populaire.

D'autres vont plus loin pour affirmer que les manifestations ne donneront rien. Cela signifie qu'ils savent et cautionnent le sort qui sera réservé aux plus courageux ; la répression comme arme du système. Cela s'apparente à une mise en garde contre le peuple.

Ce qui choque ils tentent de parler au nom de la communauté internationale. Selon eux, cette dernière n'est pas intéressée par la monarchisation en cours au Togo. C'est tout simplement méchant. Si c'est vrai qu'est ce qui fait courir tant le régime à l'extérieur qui dépense l'argent du contribuable pour redorer son image ? Pourquoi sont-ils eux-mêmes appelés au renfort si vraiment rien n'ébranle le pouvoir ?

Comment peut-on se réclamer de l'opposition et au même moment être porte-parole du parti au pouvoir ?

En tout cas, le peuple est témoin et connaît désormais qui est qui.

Mais ces opposants utilisés pour démobiliser les ma-

nifestations ne doivent pas oublier le sort réservé à leurs prédécesseurs qui ont été utilisés à l'Assemblée Nationale pour voter la Constitution. Ces derniers qui gesticulaient sur les mêmes médias sont tous éteints et personne ne les entend plus encore. Dieu seul sait ce qu'ils subissent dans leur silence.

Ceux qui sont allés à la table du CPC pour souper avec le régime sont avertis. La DMP qui souffle le chaud et le froid portera seule sa croix devant le peuple. Elle qui se prétend être le porte-parole du peuple dans une Assemblée où sa voix est inaudible a rejoint le camp de ceux qu'elle qualifiait de traîtres au CPC. En occupant le poste de vice-président de ce «club» qui n'a pas eu pitié d'eux lors du scrutin de honte du 29 Avril 2024, elle a manqué de cohérence et d'éthique reconfortant le régime dans sa course folle pour l'installation des institutions de la 5^e République. Que c'est honteux !

Si le pouvoir n'a pas eu besoin d'eux pour changer la Constitution, ils doivent comprendre qu'ils n'ont pas de valeur à ses yeux. Ils auront tous leur dose après avoir contribué par leur complicité à asseoir le monarque dans son fauteuil. Comme quoi, «la dictature n'a pas d'ami, elle mange ses propres fils»

Innocent

Togo :

Trois partis du Front « Touche Pas A Ma Constitution » exclus, les raisons !

D'après quelques indiscretions, le front « Touche Pas A Ma Constitution » aurait décidé d'exclure de ses rangs, les partis politiques ADDI du Prof. Gogué, Santé du Peuple du Dr Kouessan et UDS-Togo d'Antoine Folly.

Dans une correspondance adressée aux trois chefs de partis, la semaine dernière, le front pointe du doigt plusieurs griefs : Une participation irrégulière, voire inexistante, aux rencontres de réflexions d'orientation politique et de de fonctionnement du

front, c'est le cas de Santé du Peuple. Un désalignement par rapport aux orientations communes du mouvement et des prises de position publiques en contradiction avec les objectifs du front, comme l'a fait le Président du parti UDS-Togo. Une proximité avec le gouvernement dans la mise en place de la «cinquième République» qui interroge sur la cohérence, notamment le voyage en Inde auquel ADDI a pris part.

Parlant de son fonctionnement et de ses objectifs, le front précise : « Nous consta-

tons donc que ces membres n'ont jamais pu s'imprégner ou s'aligner sur les orientations que le front s'est donné pendant tout ce temps, ne répondent plus à ses exigences et que certains adoptent publiquement des positionnements politiques qui sont aux antipodes des orientations et des objectifs communs. [...] D'autres prennent part avec le gouvernement à des voyages destinés à la mise en œuvre de leur cinquième République ».

Au niveau du front « Touche Pas A Ma Constitution »,

cette séparation, bien que difficile, est perçue comme un pas nécessaire pour maintenir un fonctionnement rigoureux avec une ligne politique claire et cohérente face aux défis actuels du Togo. Comme quoi, en politique comme en chirurgie, il faut savoir couper pour guérir.

Cette décision courageuse du front « Touche Pas A Ma Constitution » marque un tournant dans le paysage politique togolais et initie sans doute une nouvelle pratique.

Les regroupements et les coalitions au Togo, n'ont pas l'habitude de se séparer formellement de certains membres. On assiste généralement à des démissions. En choisissant la rigueur et l'intégrité plutôt que le confort des alliances de circonstance, le front lance un défi au statu quo. Cette espèce de purge interne pourrait bien être le catalyseur d'une recomposition plus large de l'opposition togolaise, forçant chaque acteur à clarifier ses positions et ses engagements.

Source : L'Intégral.tg

Les USA d'accord pour l'entrée de l'Afrique au Conseil de Sécurité de l'ONU

L'Afrique vient de recevoir un soutien de taille aux Nations unies (ONU). Les États-Unis se disent favorables à l'ouverture de deux sièges permanents réservés à l'Afrique au Conseil de sécurité. C'est l'ambassadrice américaine auprès de l'ONU qui a fait l'annonce le jeudi 12 septembre 2024.

«Les États-Unis soutiennent la création de deux sièges permanents pour l'Afrique au Conseil», a déclaré l'ambassadrice américaine à l'ONU Linda Thomas-Greenfield lors d'une conférence organisée par le centre de réflexion Council on Foreign relations. En septembre 2022, le président Joe Biden avait donné un nouvel élan aux discussions sur la réforme du Conseil, soutenant à la tribune de l'Assemblée générale la revendication de sièges permanents pour l'Afrique et l'Amérique latine, sans autre précision à l'époque.

Cela fait presque 30 ans que le continent demande une

représentation équitable au sein de tous les organes de décision de l'ONU, et en particulier son Conseil de Sécurité. Ainsi, les États-Unis se rapprochent de la position de la Russie qui, cet été encore, a défendu l'idée d'une recomposition du Conseil de sécurité, avec plus de place pour l'Afrique.

Réparer une injustice historique

Créée juste après la Seconde Guerre mondiale, à une époque où l'ordre planétaire était radicalement différent, notamment pour les territoires africains encore sous colonisation, la refonte de

l'ONU est plus qu'une nécessité. Aujourd'hui, près de 30% des pays membres de l'ONU sont Africains. Avant les guerres en Ukraine et à Gaza, l'agenda du Conseil de Sécurité était essentiellement consacré aux questions africaines. Et pourtant, le continent ne dispose actuellement que de trois sièges non-permanents. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres a, lui-même, déclaré ce mercredi 11 septembre que le Conseil de Sécurité a un problème de légitimité et doit être réformé. Mais la position américaine ne répond pas non plus à l'ensemble des attentes africaines. Car l'ambassadrice Thomas-Greenfield a également précisé que les États-Unis ne voulaient pas élargir le droit de veto au-delà des cinq membres



Linda Thomas Greenfield

permanents actuels. Sur ce non-élargissement du droit de veto, les pays africains ne sont pas d'accord. Le droit de veto est un instrument très puissant au sein du Conseil : il suffit qu'un membre l'utilise pour empêcher l'application de toute décision, une « forme d'hypocrisie » pour Romuald Sciora, chercheur associé à l'IRIS et directeur de l'Observatoire politique et géostratégique des États-Unis. Ce dernier pense que « cet élargissement n'aura pas lieu dans l'immédiat » et que cette annonce réside davantage dans une tentative pour les États-Unis de « redorer leur blason » envers des pays africains, sur fond de guerre d'influence avec la Russie et la Chine sur le continent.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a, quant à lui,

salué vendredi le soutien des États-Unis à la création de deux sièges permanents au Conseil de Sécurité de l'ONU pour les pays africains, mais estimé que leur refus d'un droit de veto en feraient des « citoyens de seconde zone ». Le fait qu'un continent d'1,3 milliard de personnes ne soit pas représenté au Conseil de Sécurité amoindrit le rôle de l'ONU, a estimé le président sud-africain lors d'un point de presse.

Rappelons que le Conseil de Sécurité compte 15 membres : cinq permanents (États-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie) qui détiennent un droit de veto et dix élus pour deux ans qui représentent les différentes régions géographiques, dont trois pour l'Afrique.

La rédaction

Editorial

Un défi collectif pour une rentrée scolaire réussie

Ce lundi 16 septembre 2024, plus de trois millions d'élèves ont repris le chemin de l'école sur toute l'étendue du territoire national, marquant ainsi le coup d'envoi de la nouvelle année académique 2024-2025.

Cette rentrée, tant attendue après des mois de préparation et d'anticipation, ne se limite pas seulement à un événement de routine annuelle. Elle porte en elle les germes de la réussite de notre système éducatif et, par extension, de l'avenir de nos enfants et de notre pays. C'est un défi collectif qui exige l'implication et la responsabilité de chacun des acteurs impliqués dans le processus éducatif.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires et celui de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ainsi que leurs différentes directions, doivent veiller à ce que les infrastructures scolaires soient en bon état, que les établissements soient dotés des outils pédagogiques nécessaires et que les réformes prévues soient effectivement mises en œuvre. Il ne suffit pas d'organiser une rentrée scolaire, il faut que les conditions d'apprentissage soient optimales pour garantir la réussite des élèves dès le premier jour de classe.

La qualité de l'enseignement et la mise à disposition

des ressources nécessaires ne doivent en aucun cas être reléguées au second plan.

Les autorités locales et les collectivités territoriales, quant à elles, ont un rôle essentiel à jouer dans la mobilisation des communautés et la gestion des infrastructures scolaires. Assurer la sécurité des enfants, maintenir les espaces d'apprentissage et offrir des services de base tels que l'eau et l'électricité, sont des tâches majeures à la réussite de cette année académique. Un environnement scolaire sécurisé et sain est un gage de concentration et de motivation pour les apprenants.

Les enseignants, piliers fondamentaux du système, sont les artisans de la transmission du savoir. Leur rôle est non seulement de dispenser des cours, mais aussi de créer un environnement propice à l'épanouissement intellectuel et social de chaque élève. Les défis sont nombreux : classes surchargées, manque de matériel, conditions de travail parfois difficiles, etc. Pourtant, il est impératif que les enseignants continuent de faire preuve de professionnalisme, de dévouement et d'innovation pour préparer ces enfants à un avenir meilleur. Ils méritent donc mieux.

Les parents, souvent perçus comme spectateurs du processus éducatif, doivent se rappeler qu'ils en sont également des acteurs clés. Leur implication ne doit pas se limiter à ins-

crire leurs enfants en début d'année. L'accompagnement des enfants à la maison, le suivi de leur progression et la collaboration avec les enseignants sont indispensables. La réussite scolaire est le résultat du partenariat entre l'école et la maison. Les parents doivent donc s'investir activement dans cette relation.

Enfin, les élèves eux-mêmes, au centre de ce dispositif, doivent être conscients de leur rôle. Ils ne sont pas de simples bénéficiaires de l'enseignement, mais aussi des acteurs de leur propre apprentissage. La rigueur, la discipline et le goût de l'effort, de l'émulation doivent devenir leurs maîtres-mots dès ce premier jour de rentrée. Les examens de fin d'année se préparent dès aujourd'hui, et la réussite est avant tout le fruit d'un travail régulier et soutenu.

En clair, cette rentrée scolaire 2024-2025 n'est pas une simple reprise des cours. Elle est le point de départ d'un travail collectif qui appelle à la mobilisation de tous les acteurs, du gouvernement jusqu'aux élèves. La réussite ne sera possible que si chacun joue pleinement sa partition. Nous devons tous, en tant que société, porter ce projet éducatif avec ambition et détermination, car l'avenir de nos enfants et celui de notre nation en dépendent. La balle est désormais dans le camp de tous : faisons de cette année académique une réussite partagée !

La rédaction

Soyez vigilants, Ne vous faites pas avoir !

L'OTR ne vous demandera jamais de transfert T-money ou flooz sur un numéro privé.

Vérifiez TOUJOURS les informations sur nos pages officielles ou appelez gratuitement notre centre de contact au 8201 en cas de doute.

8280

Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert

Office Togolais des Recettes - OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Renforcement des capacités des journalistes togolais :

Focus sur l'impact du climat sur les femmes

Le 11 septembre 2024, un atelier de formation a été organisé à Lomé par l'Association Togolaise des Journalistes Engagés pour l'Environnement (ATJ2E), en partenariat avec l'Association Familles Engagées pour le Développement Inclusif en Afrique (FEDIA). Cette session a réuni une vingtaine de journalistes, majoritairement des femmes, avec pour objectif de les former à une meilleure couverture des enjeux climatiques, notamment en soulignant les effets du changement climatique sur les femmes.

Les femmes, premières victimes des crises climatiques

Dans sa présentation, le président de l'ATJ2E, Hector Nammangué, a mis en lumière la vulnérabilité particulière des femmes face aux catastrophes liées au climat. Il a déclaré que « les femmes sont parmi les plus exposées aux conséquences du changement climatique », en s'appuyant sur les données des Nations Unies qui montrent qu'elles ont 14 % de risques supplémentaires d'être impactées par ces crises. Il a également rappelé le rôle décisif des journalistes dans la transmission de ces informations aux décideurs afin de faciliter l'élaboration de solutions adaptées.

« Nous encourageons les journalistes à se concentrer davantage sur les problématiques spécifiques rencontrées par les femmes, afin que leurs voix soient entendues dans les discussions politiques. Ces femmes voient leurs activités, notamment économiques, perturbées par les effets du climat, » a ajouté M.

Nammangué.

Le soutien de FEDIA dans la lutte pour l'égalité climatique

Delali Apegnowou, directrice exécutive de FEDIA, a réaffirmé l'engagement de son organisation à réduire les inégalités liées au climat et à soutenir les femmes, qu'elle considère comme des actrices majeures du développement durable en Afrique. Elle a encouragé les journalistes à jouer un rôle clé dans la sensibilisation du public et à s'engager activement pour le changement.

En ce qui le concerne, le coordonnateur de projets à FEDIA, Sandro Agbeli, a insisté sur l'importance d'impliquer les femmes dans les initiatives de développement environnemental. « Les femmes sont au cœur du développement économique de leur communauté, mais elles sont aussi les plus affectées par les perturbations climatiques », a-t-il expliqué, tout en soulignant l'engagement de FEDIA dans des domaines



comme la santé, l'éducation des enfants, et la protection de l'environnement.

Le témoignage poignant d'une agricultrice

Intervenant sur le sujet, la présidente des jeunes agricultrices de la région maritime, Christelle Koffi-Akakpo, a partagé son expérience des difficultés que rencontrent les femmes agricultrices face aux changements

climatiques. Elle a souligné que l'insécurité alimentaire constitue l'une des menaces majeures, affectant les cultures agricoles.

« L'accès limité des femmes à la terre et les inégalités persistantes aggravent la situation », a-t-elle déploré, avant de souligner les efforts déployés par les femmes pour diversifier leurs sources de revenus, notamment à travers la commercialisation de pro-

duits et les services, afin d'accroître leur résilience.

Au terme du présent atelier, les journalistes se sont engagés à traiter désormais le sujet de façon professionnelle, en respectant les principes d'éthique et de rigueur, tout en sensibilisant le public sur l'importance plus que capitale de ces enjeux environnementaux.

Yvette SOSSOU

Restaurant, Bar, Hotel, Boutique...

- ✓ Gestion de caisse & Cuisine
- ✓ Inventaire & comptabilité
- ✓ Vente en ligne & livraison

Kekouda gère !




☎ +228 90566262

kekouda

Disponible sur
Google play

Disponible sur
App Store

Sport

Et si Emmanuel Adebayor Sheyi apprenait à se taire ?

«Celui qui ne sait pas se taire, ne sait pas non plus parler». Cette sagesse du philosophe Sénèque interpelle l'ancien capitaine des Éperviers du Togo, Emmanuel Sheyi Adebayor. Cette icône se perd depuis quelques temps et se ridiculise dans des débats parfois non-sens. Répondant du tac au tac sur les réseaux sociaux, il est devenu pour certains internautes «un gamin» qui ne mérite plus le respect.

Une star de la trempe devrait être coachée pour être plus utile à la Nation

Le football togolais est à l'image du pays. Tout le monde le sait. Et tout comme le citoyen lambda se démerde, les joueurs et le staff sont éprouvés et font de leur mieux. Tout est politisé. Même le football qui devrait être le seul moyen à donner le sourire aux togolais. C'est dans ce contexte tumultueux et de perte de nos ambassadeurs qui se battent comme de beaux diables que l'ancien capitaine du Togo a choisi de se faire voir négativement. Il s'en est pris à tout le monde. De la ministre des sports, aux entraîneurs en passant par ses anciens coéquipiers et supporters, Adebayor a tout chosifié sur son passage.

Mais depuis quelques jours, l'on sent un nouveau départ avec l'arrivée de Nibombé Daré à la tête de l'équipe nationale. Cet entraî-

neur a été choisi par la pression du public sportif. Même la signature de son contrat a été rendu possible grâce aux togolais et aux médias. Cela témoigne combien les togolais sont à la recherche d'une restructuration de l'équipe nationale et la confiance qu'ils ont pour leur fils à diriger ses cadets.

Pendant que les Togo-lais prient et appellent de tout leur vœu à accompagner le nouveau sélectionneur, Adebayor se fait encore entendre, toujours négativement. A la conférence de presse de ce vendredi 13 septembre 2024 annonçant le programme du jubilé de fin de sa carrière, Adebayor trouve l'occasion de rabaisser l'entraîneur Daré Nibombé et son adjoint Koubadja Kader avec qui il a passé de «bons» moments dans l'équipe nationale.

«On l'appelle meilleur buteur entre griffe de la sélection nationale. Au Togo on



appelle tout le monde légende mais il y'a des légendes et des légendaires» déclare-t-il en parlant de Kader. Ce qui a fait rire l'assistance.

Comme si cela ne suffisait pas il griffonne Nibombé dans une ironie «Il n'est pas apte à être le coach de Sheyi Emmanuel»

Pendant ce temps il vente les joueurs de l'étranger.

Cette raillerie et ce manque de respect n'ont pas plu au public sportif qui appelle Adebayor à la raison et au respect des dirigeants de notre équipe nationale.

«Pourquoi veut-il, à chaque fois, provoquer ses amis et ex collègues ? Il est important de recadrer véritablement ou de mettre cet ex capitaine des éperviers hors d'état de nuire pour la séré-

nitité du nid des éperviers», a posté le Directeur de Publication de ATOPANI Infos sur sa page Facebook. Et à nos confrères d'Afrique sports d'ajouter : «Ce qu'il a dit est INCONCEVABLE pour une légende de son acabit»

Les réactions qui fusent sur les réseaux contre cette énième sortie ratée de Shéyi doivent interpeller les autorités à prendre leur responsabilité pour nous éviter le pire. Nous connaissons la personne. S'il a pu s'exprimer ainsi sans aucune considération pour ses anciens coéquipiers, c'est qu'il n'est pas d'accord du choix du sélectionneur et ira loin dans ces dénigrements comme il sait le faire. Ce qui pourrait rebeller les jeunes joueurs. Il vaut mieux anticiper

Une star se respecte,

c'est le conseil que lui a laissé son collègue Abdoulaye Diouf du Sénégal il y a quelques jours dans une courte vidéo. «Arrête de répondre aux gens, tu mérites le respect du monde», peut-on lire dans cette vidéo. Malgré tout, Adebayor refuse de changer et continue par jeter du discrédit sur presque tous ses collègues et prêt à s'attaquer à tout le monde. Au nom de quoi ? Personne ne sait. Pendant ce temps, les autres stars internationales comme Samuel Eto'o au Cameroun se donnent pour relever leur équipe nationale.

Si Adebayor veut diriger l'équipe nationale qu'il aille se faire former comme Nibombé Daré et les autres. Nous avons vu dans l'équipe de Réal Madrid, Zidane coacher son ex coéquipier Benzema sans aucun problème. Ces deux s'appelaient des frères dans l'humilité et se rendaient des hommages.

Adebayor Sheyi s'est beaucoup donné pour l'équipe nationale et les togolais saluent cette bravoure. Il ne devrait pas contribuer à la déconstruire après sa carrière.

Innocent

UNIR Kozah1

Les conseillers Municipaux TCHABOU Dèdèdiwè et AWADE Massama-Esso volent au secours de 2 EPP et JEF

L'année scolaire 2024-2025 a ouvert ses portes au Togo ce lundi 16 septembre 2024 après deux mois de vacances. Comme de coutume, plusieurs bons samaritains aux cœurs très sensibles et généreux ont de nouveau apporté leurs contributions, leurs pierres non seulement pour permettre un bon démarrage de l'année scolaire, mais aussi pallier certaines difficultés que connaissent certains établissements scolaires. C'est précisément dans cette optique que s'est inscrit l'acte hautement louable des conseillers municipaux Dèdèdiwè TCHABOU et Massama-Esso AWADE.

C'est devenu une coutume pour les deux élus locaux de la Commune de Kozah1. A chaque rentrée scolaire, ils ne restent pas indifférents des difficultés que connaissent certains élèves moins nantis des EPP et JEF à Lama Poudè et Kinzi.

Pour soulager ces établissements scolaires en matériels didactiques et soutenir la vaillante relève de demain, ils ont fait des dons en chaises et en tabourets

pour les tous petits ainsi que des kits scolaires. En offrant ces kits scolaires aux élèves moins nantis des écoles précitées en présence de leurs collègues conseillers et cadres de la préfecture, les militants TCHABOU et AWADE entendent soutenir toutes les actions et initiatives très louables que le gouvernement togolais, sous le leadership de S.E.M. Faure GNASSINGBÉ, Président de la République, ne cesse



d'implémenter pour un mieux-être de l'école togolaise.

Les donateurs ont laissé entendre en substance que leurs dons s'inscrivent dans le

cadre du soutien des actions du gouvernement en général et de la commune Kozah1 en particulier pour améliorer le résultat des élèves à la fin de l'année.

Les bénéficiaires quant à eux, se sont dits très satisfaits par ce geste salvateur permanent qui vient à juste titre. Ils ont promis aux élus locaux d'en faire bon usage. Ils ont invité par la même occasion d'autres bonnes volontés à emboîter le pas aux conseillers municipaux afin de pouvoir relever progressivement les défis de l'école togolaise.

En avant la décentralisation et l'action des élus pour un Togo meilleur.

Aklesso BALI et Jean TOGFAYA

La France en marche vers la récession

Les tendances économiques se développant en France depuis la crise de 2008 ont reçu un important coup d'accélérateur dès l'installation au pouvoir suprême de la république en 2017 du parti d'Emmanuel Macron, dont le cadre de la politique intérieure et de la politique étrangère autodestructrice mène directement vers la récession économique dans laquelle la France est en train d'entrer à grand pas. La croissance du PIB à hauteur de 1,1% pour le premier semestre 2024 ne doit guère être surestimée et prise pour une constante. La non-moderation de la joie serait une importante erreur d'appréciation, car son augmentation n'est grandement due qu'à la hausse des dépenses publiques qui ne fait que soutenir artificiellement le PIB du pays en creusant davantage la dette de l'état français. Le taux de chômage élevé de ce jour, la très faible croissance du PIB et la dette publique exorbitante pesant sur le présent et le futur de l'économie française ne sont que les constantes structurelles se développant en synchronie avec toute une série d'autres facteurs économiques résultant de la politique française irresponsable des dernières années et démontrant l'entrée prochaine de la France dans la récession économique.

La réindustrialisation ou la désindustrialisation ?

La désindustrialisation de la France n'est nullement un phénomène nouveau. Elle s'est mise en place dès la crise de 1974 et ne s'est jamais arrêtée depuis, en faisant de la France le pays européen qui s'est le plus désindustrialisé ces 50 dernières années. Si en 1972 la part de l'industrie manufacturière française dans le PIB était de 19%, en 2020 elle n'est plus que de 9%. De même pour la part d'emplois dans le secteur industriel : 37,4% en 1982, contre 13,3% en 2020. Dès la période de propagande électorale précédant sa prise du pouvoir en 2017, Emanuel Macron a choisi de se promouvoir avec un message politique tout à fait attractif adressé aux électeurs : faire de la réindustrialisation de la France un chantier prioritaire de son mandat. Message adressé à des masses qui ne connaissent à peu près rien du fonctionnement de l'économie mondiale et des lois qui la gouvernent pour être pris au sérieux. En parlant des chiffres du «miracle» de la réindustrialisation réalisée par le parti présidentiel, plusieurs éléments sont à retenir. Selon les dernières statistiques disponibles, la production industrielle française accuse une décroissance

nette de 3.1% pour la période du 05/23 au 05/24. Selon les indices de l'INSEE datant de juillet 2024 sur le climat des affaires, hormis la période particulière du Covid, il est au plus bas depuis le mois d'avril 2015 pour le secteur des services et, pour le secteur de l'industrie, au plus bas depuis ces 11 dernières années - depuis le mois de juillet 2013. La production manufacturière française, quant à elle, a baissé de 4.45% pour la même période. Alors qu'entre 2012 et l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017, elle a, au contraire, connu une augmentation de 1.2%. En ce qui concerne la production du matériel de transport sous les deux quinquennats de Macron, elle s'est, tout simplement, effondrée. La part de l'industrie dans le PIB français en 2016, avant la prise du pouvoir par Emmanuel Macron, était de 17.43%; en 2022, à l'issue des cinq années de son mandat, cette même part est de 17.38%, ce qui n'est rien d'autre que la démonstration d'une parfaite stagnation tout à fait éloignée des narratifs développés par l'Elysée. L'indice de la production industrielle des PMI est à 42,1, ce qui le place au plus bas depuis avril 2009, hors période Covid et la remontée post-Covid de décembre 2023. Avec une vision à long terme, les statistiques nationales démontrent nettement et indiscutablement que le grand projet de réindustrialisation de la France par le parti du président Macron, projet qui a été promu en tant que chantier prioritaire de ses deux quinquennats ne peut guère être qualifié de grande réussite. Et il n'est pas à négliger que nous parlons bien de l'élément de la politique nationale où l'effort et l'investissement sont considérables. La grande dépendance incontournable de l'industrie française vis-à-vis des importations énergétiques et des matières premières critiques depuis les pays, où la France se positionne ouvertement d'une manière de plus en plus hostile, la main d'œuvre française incomparablement plus coûteuse que celle d'un grand nombre de concurrents sur le marché mondial et tant d'autres éléments de contraintes spécifiques à la production sur le sol français rendent l'idée de la réussite de la réindustrialisation française illusoire et totalement coupée de la réalité économique. A moyen et long terme, le processus de désindustrialisation de la France n'ira qu'en s'accroissant et qu'en aggravant l'important déséquilibre du commerce extérieur déjà existant. La production industrielle française risque d'être de moins en moins concurrentielle sur le marché mondial et de se replier progressive-



Oleg Nesterenko
Président du CCIE

ment sur le marché intérieur intra-européen, où l'exécutif renforcera le protectionnisme qui déjà prend de l'ampleur. Le protectionnisme, une lame à double tranchant avec, au final, son prix à payer.

L'industrie du secteur des technologies avancées, est-elle salutaire ?

Certains économistes préconisent que la fuite du secteur énergivore de l'industrie hors UE n'est pas aussi grave qu'il paraît car, en ce qui concerne la part de l'industrie du secteur des technologies avancées, telles que technologies quantiques, de navigation, des biotechnologies et de la robotique, la position de l'UE et de la France est assez saine. Notamment, en 2022, 194 entreprises dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) ont été créées dans l'UE contre 160 en Chine et la part du secteur des technologies avancées de l'Union Européenne représente dans les 20% du volume mondial : 22% dans les technologies quantiques, 20% dans la navigation, 18% dans les biotechnologies et 18% dans la robotique (données 2022). S'ils ont, d'une part, tout à fait raison de souligner le développement accru du secteur en question dans les pays de l'UE, ils négligent, toutefois, le facteur du poids financier actuel de ce dernier vis-à-vis de l'apport dans le PIB de l'UE et de la France en particulier. Et ce dernier reste relativement modeste par rapport à celui de l'industrie «traditionnelle» qui est en train de se désagréger sur le sol européen. D'autre part, il n'est pas à négliger que le développement du secteur des technologies avancées en France et en Europe, en général, se heurtera davantage dans un avenir très proche non seulement à la très importante concurrence américaine et chinoise déjà omniprésente, mais également à la forte croissance exponentielle de cette dernière de la part de la Chine qui affiche un grand dynamisme dans le domaine. Notamment, concernant les dépôts de brevets, tous secteurs

confondus, en 2023 l'UE accuse une croissance de 2,9% contre 8,8% en Chine pour la même période. La force toute particulière de la France dans le domaine des technologies avancées se situe dans le secteur des transports/l'aéronautique, et, comme indiqué auparavant, c'est bien la production du matériel de transport qui s'est littéralement effondrée dans l'Hexagone - et ceci malgré la continuation de l'innovation suivie par un important dépôt de brevets dans le domaine.

Le déficit commercial français et les énergies

En ce qui concerne le déficit commercial français, ce dernier se maintient dans des sommets peu enviables : 85,9 milliards d'euros pour la période de mai 2023 à mai 2024, dont 8 milliards d'euros pour le seul mois de mai dernier. Les principales raisons structurelles de ce grave déficit du solde des échanges des biens manufacturés, dont la concurrentialité française est plombée par le très haut niveau des prix de l'énergie faisant exploser les coûts de production; la forte dépendance française aux énergies fossiles importées et, surtout, l'incapacité déconcertante du président Emmanuel Macron à mener une politique économique nationale et, surtout, une politique étrangère qui ne sera pas profondément irresponsable vis-à-vis des intérêts stratégiques de la France qui exigent l'atténuation des retombées désastreuses sur l'économie française par le maintien de relations politico-diplomatiques saines avec des pays-fournisseurs d'énergie.

IDE en France : les illusions et la réalité

Si la France, dont les flux nets des investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 72,7 milliards d'euros en 2022 et 39,1 milliards en 2023, reste depuis plusieurs années consécutives bien en tête des IDE sur le sol européen - ce résultat positif est à nuancer. Malgré les investissements étrangers assez impressionnants, il est important de ne pas négliger les facteurs qui s'y attachent et qui sont d'une importance stratégique. Notamment, les IDE qui ont lieu en France visent non pas la création de nouveaux emplois, de nouveaux projets de développement et la création de nouveaux sites, mais principalement l'extension des sites déjà existants. En 2021, les projets visant la création de nouveaux sites ne représentaient que 31%, contre 69% pour des sites déjà existants. Le nombre moyen d'emplois créés par projet étaient de 38. Ainsi, les résultats de l'attraction des investis-

sements directs étrangers dans l'économie française qui sont présentés par l'actuel pouvoir en tant que très grand succès de sa politique sont bien à nuancer : la monnaie étrangère investie en France génère de 30 à 50% d'emplois en moins qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne, ce qui reflète nettement la réalité désastreuse de la politique française d'emploi.

Les défaillances d'entreprises

Plus de secret pour personne que dans la période du 06/2023 au 06/2024, la quasi-intégralité des pays de l'UE ont enregistré un nombre de défaillances d'entreprises supérieur à celui d'avant la pandémie du Covid. La France ne fait non seulement pas l'exception dans la tendance généralisée dans l'espace européen, mais avec 60.210 entreprises de toutes tailles confondues qui sont entrées en procédure de défaillances ou de cessation de paiement sur un an, en % détient même le «leadership» vis-à-vis de l'Allemagne et du Benelux au niveau des défaillances d'entreprises et ceci depuis le début de 2023. Pour les entreprises, les coûts dus à plusieurs éléments clés tels que le refinancement, les salaires et l'énergie sont nettement plus élevés qu'avant la période Covid - ce qui n'est guère le cas de la demande. Le grand manque de confiance des ménages dans l'avenir les fait privilégier l'épargne à la consommation, ce qui déclenche un cercle vicieux, dont la formule est simple : la baisse de la consommation augmente les faillites d'entreprises qui détruisent l'emploi et, de facto, baissent d'avantage la demande des ménages - ce qui, à son tour, impacte directement la croissance.

Post-scriptum

Les éléments énumérés dans ce dossier d'une manière non exhaustive et ne comprenant pas toute une série d'autres problèmes structurels graves de l'économie française, tels que le niveau des impôts et taxes le plus élevé au monde, le système fiscal le plus complexe au monde, la dette publique exorbitante qui connaît la plus grande croissance au sein de l'UE et atteint 3.200 Mld •, le gigantesque déficit public qui se creuse davantage chaque année et atteint la hauteur de 154Mld • pour la seule année de 2023 après 124,9Mld • pour l'année de 2022 - ce sont les désastreuses conséquences structurelles produites par la politique nationale et étrangère néfaste menée par la gouvernance française et nécessitant un changement radical de son vecteur dans les plus brefs délais. Le cas échéant, la seule réalité que connaîtra la France sera celle de l'entrée inexorable de son économie dans une profonde récession.

Reste connecté partout avec ton MIFI HARVILON

PROMO!



~~39.900F~~
29.900F
+ 60Go
d'internet
Gratuit

60Go gratuits (valable 30 jours)
pour l'achat du MiFi 4G en agence.

togocom.tg     

**Avancer.
Pour vous.
Pour tous.**

